

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, devant les deux chambres réunies en séance plénière à la Diète, Tokyo, vendredi 16 avril 1982.

Messieurs les présidents,

- Mesdames et messieurs les députés et conseillers,

- Permettez-moi tout d'abord de vous dire combien je suis sensible à l'accueil que, par delà ma personne, vous réservez aujourd'hui à mon pays.

- Les relations d'Etat à Etat entre la France et le Japon se sont nouées il y a plus de cent ans, mais c'est la première fois qu'un chef de l'Etat français se rend en visite officielle dans votre pays. Je ressens profondément l'honneur de pouvoir adresser, en tant que Président de la République française et du haut de cette tribune, un message d'estime et d'amitié de la France à la nation japonaise dont vous êtes les représentants.

- Oui, je salue en vous les représentants d'un peuple noble et résolu, d'un peuple qui a su trouver au plus profond de lui-même, quelles que soient les circonstances, des trésors de courage, de ténacité et d'imagination.

- Messieurs les présidents, mesdames et messieurs les parlementaires, peut-être savez-vous que j'ai été moi-même parlementaire dans mon pays pendant trente-cinq ans. Aussi est-ce toujours avec émotion que je prends la parole dans l'enceinte d'un Parlement, devant les élus du peuple. D'autant plus que les usages et les textes de mon pays ne me permettent pas de pénétrer dans mon propre Parlement.

- Mais une autre constatation s'ajoute à cette note personnelle. Nous connaissons bien, vous et nous, l'état des libertés politiques dans le monde. Petit est le nombre des nations qui ont su faire le choix de la démocratie politique, des élections libres et des institutions représentatives. Plus petit encore est le nombre des nations qui ont pu, à travers les écueils de l'histoire, préserver ces institutions. Permettez donc au premier responsable français de vous dire, ici à la Diète japonaise, qu'à cet égard, vous pouvez vous enorgueillir de vos institutions.

- Vos deux Chambres, ici rassemblées, exercent, dans leur plénitude, les prérogatives qui reviennent aux représentants de la nation. Mais s'y ajoute, dans votre pays, le rôle conféré à l'élu dans la recherche de ce que l'on appelle le consensus, concept dont on ne retrouve pas d'équivalent véritable en occident et qui donne certainement à vos institutions non seulement leur pérennité, mais leur force.

Retrouver la trace de nos premiers échanges nous ferait remonter jusqu'au XVIème siècle. Moins loin de nous, c'est à la France qu'un érudit japonais consacra, au début du XIXème siècle, le premier ouvrage de connaissances sur un pays étranger. Après que des missionnaires aient, déjà nombreux, ouvert la voie, c'est en 1859 que le premier consul général de France au Japon, DUCHESNE DE BELLECOUR, vint s'établir à Tokyo, alors Edo. Et c'est en 1862 qu'une première ambassade japonaise fut accueillie à Marseille, et à Paris.

- Débuta alors une période féconde dans nos relations. Elle vit l'ouverture de collèges, d'institutions franco-japonaises, la traduction en japonais des grands auteurs français tels que MONTESQUIEU et ROUSSEAU. Ce sont ces années où vous fîtes appel à des ingénieurs français, BERTIN, DESCHARMES, LEBON, d'autres encore, à des juristes tels que BOUSQUET ou BOISSONNADE.

- Je sais avec quel enthousiasme, au moment de l'extraordinaire éclosion du Meiji, votre pays a entrepris de regarder, d'écouter, d'observer cet occident lointain. Je voudrais rendre hommage ici

entrepris de regarder, d'écouter, d'observer cet Occident lointain. Je voudrais rendre hommage ici à des hommes qui, dans le sillage de Yukio OZAKI, ont su adapter avec bonheur l'âme japonaise aux réalités de l'univers dans lequel nous avons à vivre.

- Et je vous dirai que dans l'autre sens, nous avons beaucoup reçu et nous avons, nous Français, beaucoup à recevoir de la culture japonaise, des apports scientifiques et techniques du Japon.

- Certes l'histoire contemporaine nous a séparés puis opposés. Mais précisément n'est-ce pas l'occasion de prendre un nouveau départ en reconsidérant les bases mêmes de notre connaissance réciproque. C'est dans cet esprit d'amitié et de confiance que je vous parle.

- L'effort très important accompli par les moyens d'information de nos deux pays à l'occasion de mon voyage nous aura donné une circonstance favorable, exceptionnelle, pour nous connaître mieux. Et je me réjouis aussi que ma visite ait permis des manifestations exceptionnelles consacrées à la peinture, à la sculpture, à la musique, au cinéma, aux sciences de l'homme, aux sciences tout court. Demain je veillerai à ce que la France et les Français soient incités à trouver chez nous le chemin de votre pays. Nous devons savoir qui vous êtes pour en apprécier pleinement la grandeur.\

Nos contacts proprement politiques sont très insuffisants. Je veux, en réponse à l'invitation officielle du gouvernement du Japon, donner un nouveau signal. Le Japon en Extrême-Orient, la France en Europe, par des échanges plus suivis et par une commune réflexion, doivent maintenant se préoccuper des problèmes principaux qui occupent la scène du monde. Je me contenterai d'évoquer trois problèmes principaux.

- Le premier sera celui des relations bilatérales entre le Japon et la France, entre le Japon et l'Europe, de la Communauté européenne des Dix `CEE`. Bientôt les représentants de cette Europe des Dix, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique et le Japon se rencontreront en France au début du mois de juin prochain `Sommet des pays industrialisés à Versailles`.

- Je vous dirai à cet égard deux choses : - la première est qu'il ne peut pas y avoir de nation accusée par les autres devant un tribunal.

- - En second, qu'il y a de réelles contradictions entre les pays industriels de l'ouest et le Japon, qu'il faut les aborder franchement avec la volonté de les régler à l'avantage de chacun.

- De quoi l'Europe accuserait-elle le Japon ? De son travail ? De ses sacrifices ? De ses réussites ? Cela serait injuste et coupable. Mais le Japon, de son côté, doit comprendre que les pays d'Europe ont à défendre leur propre existence économique et donc politique et qu'il faut autant qu'il sera possible réduire les disparités, multiplier les échanges et parler franchement entre nous de toutes les contraintes qui ici et là, peuvent nuire au développement du commerce international.

- Je participais l'autre jour à une réunion au sommet des Dix pays de l'Europe occidentale `sommet européen à Bruxelles`. Je remarquais à quel point ces pays s'inquiétaient des difficultés actuelles entre le Japon et eux. Et je voudrais maintenant faire ressortir devant vous les points qui doivent nous permettre de trouver des chemins communs pour surmonter ces contradictions, des points où nos intérêts sont communs, une fois réglées les difficultés d'aujourd'hui.\

D'abord la politique à l'égard du tiers monde. Le Japon a compris, la France aussi, que c'était un problème essentiel. Ou bien nous serons capables de doter les pays du tiers monde des moyens de leur développement, soutien des -cours des matières premières, développement agricole, énergie renouvelable, système monétaire, ou bien le fossé qui s'aggravera entre le Sud et le Nord sera l'une des causes principales des désordres qui provoqueront dans le siècle prochain de terribles affrontements.

- On a coutume de dire que les pays riches doivent être généreux et fraternels pour les pays pauvres. Bien entendu, mais le problème n'est pas là seulement. C'est notre intérêt aussi que de développer le tiers monde.

- Un autre grand sujet est celui de la crise économique mondiale et le développement dans la plupart des pays d'Occident, de l'inflation, du chômage, des déséquilibres de la balance des comptes. Il faut savoir simplement qu'aucun de ces pays ne triomphera seul de la crise mais que nous pouvons triompher tous ensemble. C'est par cela, mesdames et messieurs, qu'il faudra

commencer.

- Il y a les mutations technologiques et sur ce-plan, la France et le Japon sont parmi les mieux placés du monde.
- Il y a la récession provoquée par de multiples causes mais, en-particulier, par une pratique de taux trop élevés du loyer de l'argent. Il y a aussi, selon moi, à associer davantage, les masses du travail au bénéfice de notre société.
- Depuis 1971, il n'y a plus d'ordre monétaire international. On ne peut vivre durablement dans la pénurie des matières premières et particulièrement du pétrole, avec une monnaie dominante. Tandis qu'il serait intelligent et utile pour chacun qu'entre le dollar, le yen, l'écu européen, pour le moins, s'établissent des règles plus fixes.
- Il faut enfin que nous soyons capables de créer ensemble un plan pour la création d'énergies puisque vous et nous en manquons cruellement et qu'il convient d'aller hardiment vers la conquête des énergies nouvelles.\

Le dernier point sur lequel je me permets d'attirer votre attention, tient à la situation des armements dans le monde, à la situation des blocs militaires. Notre point de vue est que la paix tiendra à l'équilibre des forces dans le monde. Dès lors, quand nous apparaît quelque part un déséquilibre, comme c'est le cas aujourd'hui en Europe, nous pensons que la paix est en danger.

- Vous savez qu'une conférence se tient actuellement, même si elle est suspendue, à Genève entre les deux plus grandes puissances. Elles étudient l'état des armes car il faut savoir que sur-le-plan conventionnel en Europe, comme sur-le-plan tactique nucléaire, les déséquilibres présents risquent de provoquer de graves tensions en 1983.

- Je souhaite que les négociations de Genève réussissent, mais soyons vigilants. Une conférence du désarmement, un débat sur le désarmement aura lieu à l'Organisation des Nations unies `ONU`. Il faut y faire entendre notre voix, la vôtre, la nôtre. Nous nous réunissons à Versailles. Il faut que les Sept pays qui s'y rassembleront discutent de ces choses.

- Il faut que soit proclamé partout le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cela est vrai sur tous les continents. J'ajoute que lorsque se produisent des conflits régionaux ou bien des occupations illicites, je pense à l'Afghanistan, comme je pense au développement de la situation en Pologne, comme je pense dans un autre domaine, à la situation du Proche-Orient ou à la situation de l'Afrique australe, ou à la situation de l'Amérique centrale, partout où un conflit local s'éternise, c'est l'affrontement des deux plus puissants qui se prépare et la décision finale échappe à ceux qui vivent dans la région.\

J'aborde ici un sujet plus difficile pour la France, celui de l'armement et plus particulièrement de l'armement nucléaire. J'ai eu l'honneur de recevoir plusieurs parlementaires japonais, des représentants de plusieurs groupes parlementaires. Tous m'ont parlé de l'inquiétude qu'ils avaient sur le développement de la prolifération nucléaire.

- Je voudrais vous faire comprendre ceci : pendant de longues années, parlementaire de l'opposition dans mon pays, j'ai refusé avec le parti politique auquel j'appartenais l'armement nucléaire de la France. Quand j'ai été élu Président de la République, depuis déjà 20 ans, notre sécurité, notre défense nationale étaient entièrement axées sur la stratégie de dissuasion atomique. Sans cette dissuasion, la France n'a plus de défense nationale.

- Je vis dans un pays et dans un continent où sont accumulés les explosifs nucléaires, près de l'affrontement des deux plus grandes puissances. Je vis dans un pays qui a connu l'occupation ennemie pendant la dernière guerre mondiale. Je n'ai pas le droit de laisser mon pays sans défense. Et pourtant, je sais avec vous que c'est un enchaînement redoutable. D'où la nécessité d'entreprendre d'une façon sérieuse mais au niveau supérieur, là où se trouvent les armes qui peuvent détruire la terre, la nécessité de conduire à bien les négociations sur le désarmement et la sécurité collective.

- A cet égard, la France, tout en assurant son indépendance, considérera comme heureuse toute disparition progressive et concomitante des blocs militaires.

- Comme le disait jadis SHOTOKU TAISHI, l'un des plus illustres hommes d'Etat qui ait façonné votre pays, et je parlerai en japonais, pardonnez moi, "WA O MOTTE TOTOSHI TO NASU". "Il

convient de faire de la paix et de l'harmonie un objet de vénération".

- Je suis venu chez vous, mesdames et messieurs, accompagné de cinq membres du Gouvernement de la France et d'une cinquantaine de savants, de techniciens, de chefs d'entreprise, d'artistes, de créateurs de toutes sortes. C'est un grand voyage collectif de la France au Japon. Après avoir rencontré Sa Majesté impériale `HIRO HITO`, et M. le Premier ministre `Zenko SUZUKI`, je pense que l'honneur qui m'échoit de me trouver devant la Diète japonaise représente pour moi et pour la France un grand moment. Je suis flatté de votre accueil et je vous en remercie.\